

Plusieurs blocs régionaux et des organisations mondiales rejettent le blocus de Cuba



Nations Unies, 27 octobre, (RHC).-Le Mouvement des Pays non alignés a réitéré son rejet au blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba.

Avant le vote de la résolution cubaine plusieurs orateurs ont pris la parole pour condamner le blocus et exprimer l'appui à notre pays.

Gholam-Alí Khoshru, le représentant de l'Iran auprès des Nations Unies qui a parlé au nom de ce mouvement a exhorté une fois de plus le gouvernement étasunien à mettre fin à cette politique unilatérale contraire au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux normes de coexistence.

Les Non alignés considèrent comme un pas positif le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, mais ils insistent sur le fait que le blocus est toujours appliqué, que son caractère extra-territorial se renforce, que la poursuite des transactions financières contre Cuba se maintient.

Les Non-alignés ont mis l'accent sur le fait que les restrictions du blocus ont un impact négatif sur tous les secteurs de la société et de l'économie, avec plus de force sur ceux de la santé publique, de

l'alimentation, des finances et des technologies.

Le Groupe des 77 plus la Chine, lui aussi s'est prononcé contre cette mesure qu'il a qualifié de génocide. Il a insisté sur le fait que le blocus a été durci cette année par le congrès étasunien. 10 projets de loi ou des amendements y ont été présentés pour renforcer des aspects du blocus.

Kingsley Mamabolo, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies qui a parlé au nom de ce groupe de pays a signalé que bien que le président Barack Obama ait fait un acte de justice historique en rayant Cuba de la liste des pays promoteurs du terrorisme, cela n'a pas signifié un changement significatif sur la voie de l'élimination du blocus.

Le diplomate sud-africain a demandé aux représentants étasuniens d'adopter des mesures pour en finir avec ces actions inhumaines dont le but est de punir Cuba, des actions qui vont à l'encontre des principes consacrés dans la Charte de l'ONU.

Le représentant de la Jamaïque qui a pris la parole au nom de l'Association de la Caraïbe, Caricom a signalé dans son intervention que le blocus n'est pas seulement une punition contre Cuba mais une entrave au développement de tous les pays de la région caribéenne.

La Caricom a salué les mesures prises par le gouvernement d'Obama qu'elle a cependant qualifié de pas limités qui ne modifient que quelques éléments ponctuels du blocus.

La Caricom a déclaré qu'il est temps que des erreurs historiques qui sont en suspens, soient corrigées.

Pour sa part le représentant de l'Uruguay qui a parlé au nom du Mercosur, a signalé que ce bloc sous régional salue le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, qu'il voit cette initiative comme un pas initial positif vers la normalisation des liens bilatéraux et vers une plus grande stabilité en Amérique latine et dans le monde.

Le représentant du Mercosur a félicité Washington et La Havane pour cette initiative qu'il a qualifiée de courageuse. Il a cependant attiré l'attention sur le fait que 9 mois après, le blocus pèse toujours sur le peuple cubain et empêche le développement normal de Cuba.

Le Mercosur a rappelé qu'il a toujours défendu les principes de respect de la souveraineté des états et rejeté les mesures unilatérales et coercitives, qu'il considère le blocus comme une violation de la Charte des Nations Unies.

Le représentant du Mercosur a déclaré que l'heure a sonné de mettre un terme au blocus.

Le représentant de l'Équateur aux Nations Unies a pris la parole au nom de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et Caribéens.

Il a relevé que le président Barack Obama propose d'en finir avec 50 ans de blocus et qu'il le fait car cette mesure à échoué. « Il ne s'agit pas d'une concession envers Cuba, c'est un acte de justice » a relevé le représentant de la CELAC.

Il a ajouté que la CELAC salue la volonté de mettre fin au blocus contre Cuba mais que, cependant, cette politique est toujours une réalité pour le peuple cubain.

Il a signalé que le rapport présenté à l'Assemblée Générale de l'ONU montre les dommages que cause le blocus et que de l'avis de ce bloc régional, cette mesure viole les principes des Nations Unies et qu'il réitère sa condamnation de ce type de politiques.

« Nous saluons les mesures prises par Obama dont l'élimination de Cuba de la liste de pays qui promeuvent le terrorisme dans le monde dans laquelle elle n'aurait jamais dû être incluse » -a-t-il indiqué.

« L'organisation régionale réaffirme son engagement pris au 3e Sommet de la CELAC dans lequel elle demande aux États-Unis la levée du blocus -a-t-il ajouté- après avoir souligné que ce bloc d'intégration exprime sa plus profonde préoccupation pour la politique extraterritoriale et pour la traque financière qu'implique cette politique contre Cuba. Il a relevé que les pays membres de l'ONU doivent respecter sa Charte Constitutive.

« La CELAC appuiera la résolution présentée par Cuba. « Nous exhortons de nouveau les États-Unis à écouter l'appel des pays de l'Amérique Latine et du monde à mettre fin au blocus » -a-t-il souligné-.

Il a indiqué que l'Équateur voudrait ajouter qu'il s'attriste lorsqu'il écoute les États-Unis dire que l'on change cette politique car elle a été inefficace durant 50 ans et pas en raison de la dignité et de la résistance du peuple cubain.

De son côté, le représentant du Groupe Africain, l'Ambassadeur de Sierra Léone a mis l'accent sur le fait que le blocus provoque des souffrances au peuple cubain.

Il a signalé que le groupe salue le processus de rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba mais qu'il met en garde contre le fait que la politique de blocus qui dure depuis plus de 50 ans persiste toujours.

Il a ajouté que le groupe africain considère que les sanctions appliquées portent préjudice au peuple cubain et l'empêchent d'avoir de meilleures conditions de vie

« Le groupe continue à encourager l'esprit de dialogue entre Cuba et les États-Unis. Nous exprimons notre appui à la résolution de Cuba et nous appelons les États-Unis à lever le blocus » a relevé le représentant du Groupe Africain.

Pour sa part, la représentante permanente de la Colombie a signalé que son pays salue le processus de rétablissement et de normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis.

Ella a souligné que la Colombie considère que le blocus est contraire au droit international et à la Charte de l'ONU et elle s'est prononcée pour que les relations entre les pays soient fondées sur respect des principes de l'autodétermination et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

La représentante colombienne a mis l'accent sur le fait que son pays est contre des mesures qui, comme le blocus, entravent sérieusement le développement et le commerce entre les pays.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/74010-plusieurs-blocs-regionaux-et-des-organisations-mondiales-rejettent-le-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba